

OCTOBRE 90

BIMESTRIEL

LA LETTRE

N° 10

DU C.D.E.S.

2 F

CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'ETUDE SOCIALE

CHOMEURS

VOUS AVEZ DECHANTE

ET BIEN DANSEZ MAINTENANT

CHOMAGE : MIDI-PYRENEES DANS LE ROUGE

Coup sur coup, le chômage a progressé en Midi-Pyrénées au cours des deux derniers mois pour lesquels les statistiques sont connues.

En Juin, l'augmentation pour l'ensemble de la région a été de 1,2 %. Seule explication avancée par les penseurs de la Direction Régionale du Travail : ce mauvais résultat, possiblement artificiel dicit le communiqué officiel, serait la conséquence de "la modification de la chaîne de traitement du marché du travail qui (aurait) entraîné quelques perturbations dans l'élaboration des statistiques". Bel exemple de langue de bois administrative, servant essentiellement comme d'habitude à masquer les problèmes de fond, en particulier les insuffisances des patrons et des responsables politiques de la région.

En juillet, l'augmentation du chômage a été encore plus nette, avec + 1,7 %. Et cette fois-ci, impossible d'avancer une argumentation purement "technique" pour masquer cette évolution toujours catastrophique. Et il serait également temps de trouver autre chose pour résoudre la crise que les cours de gymnastique dispensés aux chômeurs par la Maison des Chômeurs (à l'aide de subventions ...). Car on ne nous fera pas croire que c'est en faisant faire de la danse classique aux sans-travail qu'ils trouveront ensuite un emploi !

Tout ceci pose d'ailleurs le problème du "traitement social" du chômage, des pseudo-alternatives dont l'objectif essentiel nous semble plus être de nourrir des myriades de travailleurs sociaux, des psycho-socio-machins et autres spécialistes en baratin que de créer des emplois et des revenus normaux pour les plus défavorisés.

C.N.T. / A.I.T.
7 RUE SAINT REMESY
31000 TOULOUSE

Le Centre de Documentation et d'Etudes Sociales de la C.N.T., c'est :

- Ce bulletin, paraissant tous les deux mois, largement ouvert aux libertaires de la région (informations, réflexions, ...),
- Un lieu de rencontre, de débat, point de départ pour des activités diverses (expositions, conférences, sorties...),
- Une bibliothèque variée (plus de 1 500 volumes, sur l'anarchisme, le communisme, le syndicalisme, le socialisme, les religions, l'économie... mais aussi, de la littérature, des BD...).

NOUVEAUX HORAIRES DE PERMANENCE :

N'hésitez pas à contacter le C.D.E.S. et la C.N.T. au local:

7 rue Saint Rémésy
31000 Toulouse
Tel: 61 52 86 48

(entre la place des Carmes et celle du Salin, parallèlement à la rue Pharaon) :

- chaque samedi de 15 à 17h
- chaque dimanche de 10 h 30 à 12 heures,
- chaque mardi de 20 h 30 à 22 heures.

(N.B. : réunions inchangées)

RILAX



A LIRE :

Nos compagnons de la Région Parisienne préparent la réédition de "L'ETHIQUE DU SYNDICALISME" de Pierre BESNARD. Ce livre est un des maillons constitutifs du patrimoine historique de la C.N.T., patrimoine quasiment absent des versions officielles de l'histoire sociale et qui a pourtant joué un rôle primordial à bien des points de vue. Ce texte, écrit dans les années 30, reprend certains points de vue de l'époque aujourd'hui dépassés. Au delà de ces quelques imperfections, il constitue un document, un témoignage de grande valeur et une réflexion toujours d'actualité.

Vous pouvez souscrire au prix de 50 F. pour recevoir cet ouvrage dès sa publication à notre adresse : C.N.T., 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse. Chèques à l'ordre de C.N.T., C.C.P. 3 117 57 H, centre de Toulouse.

Pour les fanas de rock alternatif, le fanzine (= bulletin) libertaire "N2KLASS" tient toujours la route. On peut se procurer le dernier numéro (et même les autres) à l'adresse suivante : N2KLASS, CNT, Boite Postale 15, 32300 MIRANDE.

Si vous lisez l'espagnol, il ne faut pas rater "CNT", l'organe de la Confédération Nacional del Trabajo (CNT-AIT) qui publie régulièrement d'abondantes informations sur les luttes sociales en Espagne. (Abonnement : 1 300 pesetes par an). "CNT", Apartado de Correos 282, 48080 BILBAO.

Et si vous lisez le français, il faut encore moins rater "Le COMBAT SYNDICALISTE", le mensuel de la CNT-AIT en France. Vous pouvez le recevoir gratuitement et sans engagement de votre part pendant trois mois en renvoyant simplement ce bulletin à : LE COMBAT SYNDICALISTE, Boite Postale 38, 94601 CHOISY LE ROI Cedex.

Nom :

Prénom :

ADRESSE :

.....
.....
.....

HUMEUR PLACE AUX 2 ROUES

Cyclistes on nous prend pour des cons. Ignorés ou klaxonnés sans raison par les chauffeurs de voiture et de bus, faisant sourire les terrasses de café quand nous avons un pépin, tressautant sur nos vélos lorsque l'on passe sur des voies difformes aux noms prétentieux de: "rue", "avenue", "boulevard", "Route de Paris" ... Oh, bien sûr, pour ce qui est du dernier exemple nous ne sommes pas les seuls à en souffrir, mais s'il existait une échelle des valeurs pour ce cas précis, nous serions sans conteste parmi les premiers.

Personnellement suite au mauvais état des rues de Toulouse, j'ai les roues de mon vélo complètement voilées. Il faut que j'ajoute pour mon compte plusieurs crevaisons que j'ai eu ces derniers temps. Certains en lisant ceci vont sourire en se disant que c'était pas la peine de chier un pendule pour si peu de chose.

Et bien moi je dis que cela en vaut la peine. Le vélo est un moyen de transport peu coûteux et non

polluant par excellence. Alors pourquoi ne facilite-t-on pas la vie des vélomanes? A oui, c'est vrai on nous a fait quelques pistes cyclables, histoire de montrer, lorsque les élections se présentent, qu'on a fait quelque chose. Mais à part celles qui se trouvent sur certains ponts, on peut se demander à quoi servent ces pistes si ce n'est pour les promeneurs. En effet où trouve-t-on des pistes cyclables dans le centre ville?

Certains vont dire aussi que le mauvais état des rues est dû en fait aux travaux du métro. C'est vrai en partie, mais n'importe qui peut voir que de nombreuses rues qui n'ont pas vu l'ombre d'un chantier depuis des mois et parfois des ans, sont dans un état qui pourrait nous rappeler la Roumanie. Quant au métro on pourrait aussi disserter longuement sur son utilité réelle, à part la juteuse affaire financière que cela représente pour certaines personnes.

Durend Quedalle.



Gilles MORLOT, INSOMNIS,
NOUS ADRESSE, AINSI QU'À
TOUS CEUX QUI L'ONT SOUTENU,
LA LETTRE SUIVANTE :

"Après l'audience du 14 août à Limoges, le délibéré a été repoussé au 5 septembre.

Le procureur avait réclamé une peine de "principe" avec sursis, à l'appréciation du tribunal ; mon avocat avait évidemment, réclamé la relaxe. Résultat : je suis reconnu coupable du délit du refus d'obéissance, mais je suis dispensé de peine. En termes clairs, coupable mais pas "puni" ...

Ce verdict surprenant est dû, je pense, à votre soutien et à l'écho fait par la presse locale qui m'a permis de bénéficier d'une libération anticipée. De ce fait, n'étant plus astreint aux obligations militaires, le tribunal de Limoges m'a apparemment pas voulu s'encombrer de mon cas. Ceci à cause de ma situation personnelle propre, mais aussi grâce au soutien actif qui était toujours présent.

J'en profite donc encore une fois pour vous dire merci à tous, pour votre participation et vos interventions.

Amitiés,

Gilles MORLOT.

POLICE...DANGERS

La gangrène sécuritaire

Toulouse va une fois de plus renforcer son effectif policier. Par le passé et faisant suite à la demande "express" de D.Baudis, l'effectif s'était déjà gonflé de 400 policiers. Et maintenant depuis le mois de septembre mille cinq cent flics en plus.

Aujourd'hui, et avec la réorganisation des structures de la police (où il est notamment prévu d'installer moultes commissariats dans les coins chauds, en banlieues et cités, et d'ajouter des moyens supplémentaires - scooter... -), c'est nous dit-on une hausse de 1 à 3 (le flou est de rigueur) fonctionnaires de plus par commissariat de quartier - voir La Dépeche du 19 sep. 90 - . C'est l'idéologie grossière du sécuritarisme via le développement outrancier des effectifs policiers qui est encore et toujours de mise. L'argument avancé nous dit qu'il faut plus de police car il y a hausse de la délinquance. Mais dans le cas présent, il est clair que le discours sécuritariste vise à déformer la réalité. Toulouse n'est ni Lyon, ni Marseille, ni Paris.

En fait, ce qui pointe à l'horizon est bien menaçant; ce déploiement des forces de l'ordre représente un réel danger pour la liberté.

Nul n'ignore les exactions policières (agressions verbales ou physiques) sur les immigrés, sur les jeunes - bavures: que pensez-vous de la dernière en date? cf. l'histoire de la roulotte -) toujours plus écoeurantes car banalisées.



Que penser aussi du flicage à outrance (cf. polémique sur les fichiers informatiques)? Pense-t-on à Roubaix et ses caméras (!) dans le centre ville? Bref, il est clair que le mot "danger" n'est pas un euphémisme. Et le plus effarant, c'est peut-être de constater l'apathie de la population qui docilement (on se rapproche de plus en plus de "1984" et du "Meilleur des Mondes") laisse la police et ses sbires se répandre comme une trainée de poudre sur la ville.

C'est à nous, gens de Toulouse, de refuser tout ça. Sur tous les plans. Par une lutte intelligente et la plus nombreuse possible. Il faut crier haut et fort que la DELINQUANCE est un

PROBLEME SOCIAL qui a pour cause le système inégalitaire.

Va-t-on laisser l'idéologie répressive gérer à notre place la ville?

Serons-nous nous-mêmes complices de notre encadrement, de notre embrigadement?

Et pour finir, pour remercier ceux qui m'ont jusqu'au bout, une devinette-cadeau: Quelle différence y a-t-il entre la capitale d'un régime dictatorial comme Casablanca et notre ville de Toulouse?

Réponse: la couleur l'uniforme des forces de l'ordre.

Guign

LA LETTRE DU C.D.E.S.

Directeur de publication : PASTOR N° CPPAP : 72171
 Rédaction : C.D.E.S. c/o C.N.T. Abonnement : 20F/an
 Imprimerie : Imp. spé. C.N.T. Soutien : 50F ou
 Adresse : 7 rue St Remesy 31000 Toulouse

QUELQUES REMARQUES SUR LA CRISE DU GOLFE

Qui sait quelle sera l'issue de la "crise du golfe" ? Nous en connaissons au moins les enjeux, les victimes et les bénéficiaires.

Le terme même de "crise du golfe" nous en montre bien le principal enjeu : le contrôle des réserves de pétrole et de leurs voies d'acheminement dans la région. Mais il nous en cache aussi les causes et les victimes : car qui nous fera croire qu'elles se situent dans les eaux du golfe persique, quand il faut les trouver sur la terre ferme d'un Proche et Moyen-Orient partagé entre une pléthore d'États artificiels et tyranniques, créés puis convoités par les impérialismes de toutes catégories confondues : "super-grands", moyens ou régionaux.

La première victime de ce conflit serait, nous dit-on, le sacro-saint "droit international". La bonne blague ! Et le père Noël aussi, pendant que vous y êtes ? Après l'Irangate, le Rainbow Warrior, le minage des ports nicaraguayens, et plus généralement l'exploitations sans borne des peuples du tiers monde et de leurs ressources naturelles, Bush et Mitterrand osent parler de "droit international" ! Et qu'ont-ils à dire sur les premières victimes de cette crise, bien réelles celles-là : les travailleurs immigrés du Moyen-Orient, aban-

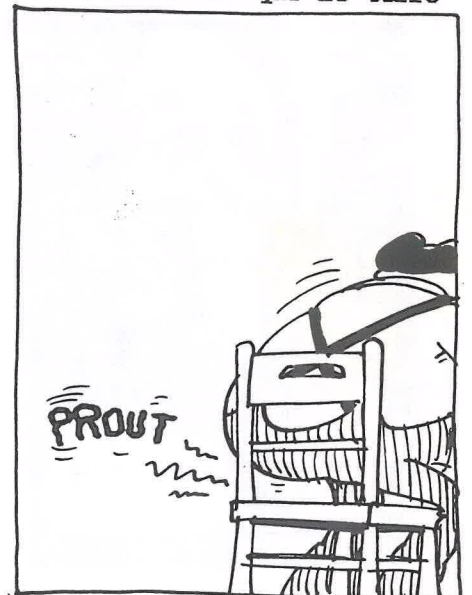
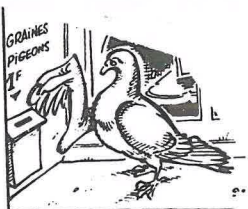


donnés à leur sort (il est vrai qu'ils ne sont pas des otages, eux : leur vie ne vaut rien dans l'ordre du monde) ; les peuples de la région, victimes de rivalités dans lesquelles ils n'ont rien à gagner ; les travailleurs du tiers monde et d'ailleurs sur qui se reporterait inmanquablement le coût économique de cette crise (l'occasion est trop belle, n'est-ce pas, Monsieur Bérégovoy ?).

Quand aux bénéficiaires, nous ne les connaissons que trop bien ; car ce sont toujours les mêmes. A commencer par les marchands de canon, que la fin du conflit Iran/Iraq avait laissés désœuvrés, et dont le sommeil était troublé par l'éventualité d'une réduction des budgets militaires. Sans oublier les dirigeants ou apprentis-dirigeants de toutes les latitudes : quelle bonne occasion de ressortir des placards l'Union Sacrée (n'est-ce pas, M. Mitterrand ?), de se refaire une santé électorale (n'est-ce pas Mme Thatcher ?) ou de sauver son pouvoir menacé (n'est-ce pas MM Chadli et Ben Ali ?).

Quand à ceux que la crise a surpris, quelques galipettes savantes leur ont sauvé la mise (n'est-ce pas, M. Chirac, ami "fidèle" de Saddam Hussein ? N'est-ce pas, M. Madani, leader du Front Islamique de Salut algérien et grand consommateur de subsides saoudiens ?).

Cette guerre n'est pas la nôtre : que nous importe que la rente pétrolière koweïtienne finance les palaces et les polices de quelques émirs ou les chars et les usines d'armement d'un dictateur sanguinaire et mégalomane ? Nous refusons la "logique de guerre" chère à certains, car cette guerre entre États aura comme seule victime désignée d'avance les peuples. Nos médias nous parlent des otages qui, soit dit en passant, sont des civils. Pourquoi ne parlent-ils pas des peuples du Moyen-Orient, pris en otages par les armes chimiques de Saddam Hussein et les missiles nucléaires d'Israël et des États-Unis ? En 1986, "Raison présente" notait avec pertinence que le terro-



risme peut être la dissuasion des pauvres. Mais ce n'est pas ce à quoi nous avons à faire aujourd'hui, car il n'y a là qu'un enchevêtrement de terrorismes d'Etat. Et un Etat n'est jamais pauvre, même quand son peuple crie famine.

C'est pourquoi, notre opposition à la guerre -à toutes les guerres- et à l'impérialisme -à tous les impérialismes- ne nous fera pas tomber dans les pièges que certains ne manqueront pas de nous tendre. Pendant 70 ans, le mouvement ouvrier s'est laissé enfermer dans un conflit Est/Ouest : c'était à qui se vendrait à l'Est (le socialisme !), à qui se vendrait à l'Ouest (la liberté !). Notre mouvement n'y a pas échappé, et il a bien failli en crever. Ne nous laissons pas, aujourd'hui, entraîner dans la dialectique sinieuse d'un prétendu conflit Nord/Sud.

Ce conflit Nord/Sud existe-t-il seulement ? La crise du golfe est-elle la première expression de ce conflit, où plus classiquement, un de ces multiples conflits dans lequel les Etats industriels interviennent pour préserver leurs intérêts et entretenir



les rivalités entre Etats du tiers-monde ? La crise du golfe est-elle alors l'inverse de la guerre Iran/Irak ou sa remplaçante ?

Quoi qu'il en soit, cet hypothétique conflit Nord/Sud ne sera jamais pour nous qu'un conflit entre Etats et pouvoirs économiques pour le contrôle et l'exploitation des peuples. La seule ligne de partage que nous reconnaissons et qui nous intéresse n'est pas celle qui répartit les exploités en deux ou plusieurs camps, mais celle qui les sépare et les oppose à ceux qu'ils exploitent. Et même si les travailleurs des pays industrialisés ne peuvent faire l'économie d'une réflexion sur leurs propres responsabilités dans l'exploitation des prolétariats agricoles et urbains du tiers-monde, il est clair que c'est à un seul et même système économique que tous nous avons à faire face.

C'est pourquoi, tout comme nous refusons le discours sur le conflit Nord/Sud, nous refusons le discours sur les "nations prolétaires". Nous ne connaissons que "DES" prolétaires. Tous les discours sur de prétendues "Nations Prolétaires", et sur la nécessité de la constitution d'Etats forts pour les défendre (qu'ils soient marxistes, nationalistes ou islamistes) n'ont jamais servi qu'à justifier une dictature contre une autre. Que le nationaliste Le Pen ou le jacobin Chevènement aient cédé au charme de ce discours, cela ne fait que nous conforter dans notre refus. Que des tiers-mondistes marxisants ou des marxistes tiers-mondisants y cèdent à leur tour, cela ne nous étonne guère : leur fétichisme de

l'Etat et leur opportunisme politique, leur insatiable besoin d'apposer leur signature au bas de tel ou tel manifeste, ne sauraient leur indiquer d'autre voie.

Mais si le mouvement libertaire y cédait à son tour, il renoncerait (une fois de plus...) à son autonomie de pensée et d'action, et donc à sa raison d'être.

La folle illusion que les conflits entre Etats pouvaient être mis à profit par le mouvement ouvrier ou par les mouvements de libération nationale a toujours mené à la catastrophe : Le Moyen-Orient, pour rester dans cette région, nous en donne un exemple frappant avec les mouvements kurdes qui, selon le versant de la frontière irano-irakienne sur lequel ils se trouvaient, ont parfois cru bon de s'allier avec l'Etat voisin avant de faire les frais de réconciliations irano-irakiennes à répétition. Sans parler de l'épopée militaire ridicule puis tragique, des moudjahidins du peuple iraniens engagés comme "armée de libération nationale" aux côtés de l'armée iranienne jusqu'en 1988.

Nous sommes syndicalistes, et la seule lutte que nous reconnaissons comme légitime et nécessaire s'appelle la lutte des classes. Nous sommes libertaires, et la seule libération que nous reconnaissons comme véritable est celle que tous les peuples de la terre ont à accomplir contre leurs maîtres et exploités, les armes à la main, **DANS LEURS MAINS.**

Al Mutamarrid.

DU RACISME AU FACISME

La montée du Front National, l'impact de Jean-Marie Le PEN sur la population, la riposte donnée par la gauche à travers les organisations anti-racistes telles SOS Racisme, les alliances électorales entre la droite et le Front National posent clairement le problème d'une possibilité de renaissance d'un fascisme.

Depuis 20 ans, la mode est de baptiser fasciste et/ou raciste tout mouvement de droite, toute bavure, toute censure, loi ... etc. Aujourd'hui, face au FN, la seule réponse des organisations anti-racistes et anti-fascistes est de ressortir comme image préférentielle du fascisme, le nazisme et de comparer la montée de l'extrême-droite française à celle de l'Allemagne en 1930.

Nous savons que le fascisme n'est que l'instrument du capital à un moment donné, et qu'il a besoin de s'appuyer sur une fraction de la population pour



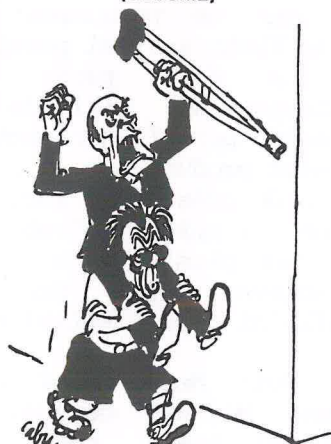
arriver au pouvoir. Or, le nazisme pris aujourd'hui comme image de référence n'est présenté que comme le promoteur des camps de concentration et d'extermination, de cette manière, le grand public n'a que l'image d'Épinal du nazi volontairement sanguinaire auteur de l'extermination de 12 millions de personnes. Sont laissés de côté le fascisme mussolinien, le totalitarisme soviétique, Franco, Salazar etc... moins pervers

peut-être, donc moins condamnables surement ! (*1). Présenter le fascisme sous cette forme ne fait que fortifier ce que l'on croit combattre.

Toute forme d'organisation dépend du contenu pour lequel on s'organise.

Les organisations anti-racistes, anti-fascistes demandent à l'État d'être le garant des libertés en promulguant des lois. C'est exactement ce que fait l'extrême-droite qui demande à l'État des lois "plus justes" aussi, car, explique le F.N., "les étrangers ne sont pas mauvais, mais le citoyen français est mal protégé et sous prétexte de solidarité, les lois défavorisent les français". Ainsi extrême-droite et anti-fascisme "officiel" en reviennent au même point : renforcer l'État, c'est-à-dire l'instrument du capital.

LE DÉBAT POLITIQUE (RÉSUMÉ)



L'aveugle et le paralytique



Le borgne et le para

DU RACISME AU FASCISME (Suite)

On peut constater le même problème de renforcement du capital dans les entreprises où les syndicats ne combattent plus le patronat mais lui demandent, ainsi qu'à l'Etat de garantir les droits des salariés par le biais des négociations et accords (à quand la phase ultérieure de l'intégration des syndicats par leur financement par l'Etat ou l'entreprise comme dans le groupe Axa ?) (*2). Ainsi, l'ensemble des forces organisées luttant contre le fascisme en promouvant la démocratie ne lutte pas pour détruire le capitalisme mais pour le faire renoncer au totalitarisme. De cette lutte, l'Etat (donc le générateur du totalitarisme) en ressort renforcé.

Dictature et démocratie se proposent de renforcer l'Etat, l'un par principe, l'autre par protection. Le but est le même bien qu'apparemment opposé, il s'agit de faire adhérer les individus à la société par l'autorité pour les dictateurs, par les institutions pour les démocrates. Ce sont deux formes d'encadrement du prolétariat : soit l'intégration forcée, soit l'association par l'intermédiaire des organisations.



Pour nous, libertaires et anarcho-syndicalistes, le combat contre le fascisme s'inscrit entièrement dans le combat contre l'Etat et le capital et uniquement-là.

Il n'est pas question pour nous de grossir les rangs ni de cautionner des organisations qui oeuvrent au renforcement de l'Etat.

Ceux d'entre nous qui militent dans des organisations anti-fascistes non libertaires, et ceux qui adhèrent à des syndicats non révolutionnaires oeuvrent à l'opposé de leur idéal et renforcent l'ennemi qu'ils croient combattre. Rappelons nous des syndicalistes Allemands qui avaient conclu un accord avec Hitler et défilé un 1er Mai derrière la croix gammée ! Ils ont laissé le fascisme arriver au pouvoir en réclamant la social-démocratie et ont été

les premiers à remplir les camps.

Nous devons détruire l'Etat, détruire l'entreprise en tant qu'institution et la reprendre pour la gérer à notre compte par l'intermédiaire de nos syndicats où organisations révolutionnaires. Toute lutte contre le fascisme ou même revendicative doit être une expérience de réappropriation.

Formons-nous dans nos organisations, ne laissons pas les politiciens ni les syndicalistes professionnels se servir de nous !

J. R.



(1) Ce qui est reproché au nazisme est l'INTENTION d'exterminer. Les soviétiques on fait mourir soixante millions de personnes, la reine Victoria, si populaire, a fait périr des centaines de millions de chinois par l'introduction du seul produit commercialisable de grés ou de force en Chine, l'opium. N'oublions pas non plus les millions d'esclaves morts dans le trafic si cher à Voltaire.

(2) Voir Mein Kampf dans lequel Hitler définit le syndicat comme régulateur des tensions sociales.

MONSIEUR KARNOUOH ET LA MORALE

Dans "Le Monde Libertaire" du 27 septembre, M. Claude KARNOUOH, ethnologue spécialiste de la Roumanie, vient de découvrir un nouveau champ d'investigation : le Golfe. Et, à peine débarqué, le voici qui fait une découverte extraordinaire : "la morale n'y est pour rien" dans cette crise du Golfe. Tiens, on ne s'en serait pas douté ! Il faut dire qu'en matière de morale, M. KARNOUOH est un spécialiste, lui qui a assez peu de scrupules pour accorder des interviews à la presse de la nouvelle droite française et italienne (voir notamment le N° de Janvier 1990 de la revue "Trasgressionnisme").

Mais que nous apprend l'article de M. Karnouoh ?

Si M. Karnouoh est très fort pour ressasser les banalités d'usage en matière de crise du Golfe, il devrait réviser ses connaissances élémentaires du Moyen-Orient. Ainsi, il évoque "les enjeux du nationalisme musulman et/ou arabe" en donnant comme exemple ... la



révolution iranienne ! Faut-il lui rappeler que les Iraniens sont des Perses, et non des Arabes ? Qu'il n'y a pas de nationalisme musulman, dans la mesure où l'Islam se réfère à l'Umma, communauté des croyants ? Que le "fondateur" de l'islamisme, l'Egyptien Sayyid Qotb, était un farouche adversaire de Gamal Abdal Nasser, et qu'il eut le privilège de séjourner dans les camps de concentration du même Nasser ?

Mais il y a plus grave : d'approximations en glissements sémantiques, M. Karnouoh en vient à affirmer que le peuple irakien se serait emparé du Koweït et de ses richesses. Première nouvelle ! Depuis quand l'armée d'un dictateur est-elle le peuple ? Un peu de sérieux, M. Karnouoh ! Ce que pense le peuple irakien de cette affaire, qu'en savons-nous ? En tant que spécialiste de la Roumanie, vous auriez dû en tout cas apprendre à mieux vous méfier des mises en scène et de la manipulation des sentiments nationalistes.

GROS SUCCES POUR HASSAN II



Il peut paraître étonnant, enfin, que ce défenseur des peuples n'évoque pas un seul instant leur souffrance réelle plutôt que la mission historique que certains "intellectuels" parisiens, voudraient lui attribuer. Pas un mot, en particulier, sur le gazage des Kurdes par Saddam Hussein. Il est vrai que dans certains milieux que fréquente M. Karnouoh, on a la mémoire courte et on ne sait pas toujours ce qu'est un gaz mortel ou une chambre à gaz.

Al M.



NOUVEAUX PACIFISTES



Il faut un cynisme peu commun ou un crétinisme hélas plus généreusement répandu à la surface du globe pour s'étonner qu'un pays que nous avons littéralement couvert d'armes s'en serve.

Pendant plus de vingt ans, la France a caracolé dans le peloton de tête des dealers mondiaux de l'armement. Pendant plus de vingt ans, le lobby militaro-industriel a raflé d'importants crédits de recherche. Il a inventé des engins de plus en plus meurtriers, de plus en plus imparables. Il les a produits en masse. Et bien entendu, il a vendu des montagnes d'avions, de chars, de frégates, d'armes diverses et de munitions à qui en a voulu.

Un tel commerce supposait de fortes complicités. Elles n'ont jamais manqué et surtout pas parmi ceux-là mêmes qui font aujourd'hui profession de pacifisme.

Qu'on se rappelle seulement la démarche martiale du Front National jusqu'à la

ET VIEUX REQUINS

veille de la crise. Qu'on se souvienne seulement des campagnes vigoureuses du Parti Communiste et de sa C.G.T. contre les fermetures d'arsenaux et autres usines d'avions de guerre.

C'est parmi les militaires professionnels que le Front National pêche beaucoup de ses électeurs. C'est chez Dassault - Bréguet où à l'arsenal de Tarbes que le P.C. et la C.G.T. ont recruté pendant des années le gros de leurs troupes dans la région. Et, de "produisons français" en "politique du plein emploi", jamais ils n'ont remis réellement en cause la finalité de ces usines de mort.

Au contraire, tous nous ont fait la guerre chaque fois que nous avons proposé la seule solution réaliste pour lutter contre le sur-armement : transformer les industries de mort en industries utiles.

Voilà pourquoi, nous qui

sommes contre la guerre, nous ne saurions nous retrouver aux côtés des "nouveaux pacifistes". La paix, la libération de l'humanité, ils s'en foutent. La seule chose qui compte pour eux, ce sont leurs petits intérêts politiques du moment.

Militaristes et producteurs d'armes hier, les voici maintenant pacifistes. Demain, au nom de la défense de la patrie ou de l'amitié entre les peuples, ils redeviendront de valeureux guerriers.

Loin de toutes les palinodies médiatiques, le anarcho-syndicalistes doit vent dénoncer sans relâche les faux pacifistes. Il doivent profiter de la crise et des questions que sa aggravation ne manquera pas de susciter dans la population pour mettre en lumière les véritables responsables : le capital, l'État et leurs valets de toutes les couleurs.

X. Frola